

L'appel au soutien du projet ikos, village du réemploi à Bordeaux

Par [Simon Barthélémy](#) publié le 15/05/2020

Projet sans précédent en France

et en Europe, ikos cherche un lieu dans la métropole bordelaise pour créer une galerie marchande de biens d'occasion et « upcyclés », une ressourcerie pour donner ou récupérer des objets, et les entrepôts de cinq structures locales de recyclage, dont le Relais et le Livre Vert. Pour peser sur le choix du futur maire de Bordeaux, ses promoteurs lancent un appel. Il y a plus de 200 emplois à la clé de cette initiative très « monde d'après ».

C'est un lieu « où chacun pourra déposer, réparer, récupérer ou acheter des objets de la vie de tous les jours ». Ses usagers participeraient ainsi à créer des emplois - les cinq structures impliquées dans le projet passeraient de 140 à plus de 200 personnes -, et ce dans des filières vertueuses de l'« upcycling » (surcyclage).

Le Relais Gironde (friperie), l'Atelier D'éco Solidaire (rénovation de meubles et d'objets), le Livre Vert, R3 (réseau du réemploi) et les Compagnons Bâisseurs Nouvelle Aquitaine (réutilisation des matériaux de construction), qui traitent près de 6 000 tonnes d'objets par an, prévoient de doubler cette quantité, « réduisant d'autant en amont la production de nouveaux biens et en aval la quantité de déchets ».

« Au taquet »

Bref, ikos est un projet idéalement pour le « monde d'après ». Seulement voilà : ses promoteurs cherchent désespérément un point d'atterrissage depuis 2017 pour les 17000 m² estimés du projet, équivalent au tiers de la surface du centre commercial de Mérignac Soleil. Et cela commence à urger, explique Marion Besse, présidente de l'association ikos et directrice du Relais Gironde :

« Depuis trois ans, ce projet mobilise du temps de travail de nos salariés et donc de l'argent. Surtout, toutes nos structures sont locataires, avec des baux sur le point de s'achever, et elles sont actuellement au taquet de leurs capacités. Nos activités ont le vent en poupe, les volumes collectés augmentent chaque année, il faut bien les traiter avec des infrastructures adéquates. »

Le Relais Gironde, qui dispose de 3000m² d'entrepôts, aurait ainsi besoin d'au moins 1500m² supplémentaires pour « travailler correctement » et traiter les textiles collectés dans ces box. Le Livre Vert, « en croissance phénoménale accentuée lors de l'épidémie de Covid-19, a fabriqué des mezzanines et empile désormais des bouquins jusqu'au plafond ». Il aurait besoin de passer de 800 à 2500 m² de stockage. L'Atelier d'éco solidaire cherche depuis des années à pousser les murs.



Les rayonnages du Livre Vert à Bordeaux (DR)

Épater la galerie

Le terrain nécessaire est estimé à 17000 m², dont 2000 pour une galerie marchande de biens d'occase ou surcyclés, plus une « recyclerie créative » ouverte au public pour des ateliers réparation ou DIY. C'est certes trois fois moins que la superficie du centre commercial Mérignac Soleil, mais un tel espace disponible ne court pas les rues.

« Plusieurs fonciers ont été étudiés, le dernier en date étant celui de la Jallère (près du stade et du lac, NDLR), rappelle Marion Besse. Mais en mars 2019 on a déchanté. On était passé à coté de l'info de la mobilisation des élus écologistes pour ne pas artificialiser cette zone. Leur opposition, et celle des associations à cet aménagement, tout comme le départ d'Alain Juppé qui le soutenait, ont mis un coup d'arrêt aux travaux. »

Si Nicolas Florian a renoncé au projet de nouveau quartier d'habitation à la Jallère, il défend toujours le développement de la zone d'activité, avec une ferme urbaine et le projet ïkos en fers de lance. Rival du maire sortant, l'écolo Pierre Hurmic est aussi favorable à ce village du réemploi, mais veut étudier d'autres emplacements. Après avoir candidaté sans succès à l'appel à projets AIR de Bordeaux Métropole, les tenants d'ïkos voudraient que celles-ci étudient des solutions alternatives.

« A la Jallère une partie des sols est déjà artificialisée et on pourrait peut-être s'implanter sans générer d'impact, pointe Marion Besse. Mais on n'en fait pas un enjeu, nous voulons juste exister et ne pas être relégués trop loin dans l'agglomération. On a en effet un impératif d'accessibilité en transports en commun pour nos publics qui ont des mobilités réduites et pour nos futurs clients. »



Voilà à quoi pourrait ressembler le projet ìkos, selon ses promoteurs (Agence A/NM/A)

Un projet à 10 millions d'euros

Représentant un investissement de 10 millions d'euros (sans le terrain), ìkos a certes des soutiens politiques, mais sa présidente souligne que l'« objectif est désormais de passer aux choses sérieuses ». C'est la raison pour laquelle un appel a été lancé « avec un double objectif » :

« Permettre au plus grand nombre de découvrir le projet ìkos car il représente un vrai atout pour les habitants de la région et inciter nos élus locaux à s'engager en nous proposant rapidement un lieu. »

L'appel a recueilli 636 signatures dont celles de plusieurs personnalités, comme l'auteur Cyril Dion ou Véronique Fayet (ex élue bordelaise présidente du Secours Catholique). Parallèlement, l'association ìkos tente de fédérer d'autres acteurs du recyclage et du réemploi, signale Marion Besse :

« Nous sommes persuadés qu'avec une offre adaptée on démocratisera le réemploi et on favorisera l'allongement de la durée de vie des produits. Pour éviter que les gens aillent chez Carrefour parce qu'ils peuvent y trouver tout ce dont ils ont besoin, il nous faut une palette de produits la plus large possible. L'entreprise Envie pourrait proposer de l'électroménager d'occasion, nous discutons avec des associations qui proposent des invendus agro-alimentaires, et nous cherchons des acteurs de la téléphonie et du vélo. »

Ìkos aimerait en outre développer avec l'Apesa des ateliers de réparation ouverts au public, et recevoir des étudiants menant des recherches sur la réparation et la durée de vie des produits.

Dans son appel, l'association revendique être « une alternative à ce scénario absurde » : celui d'humains « déchirés entre deux rôles que la société nous assigne », celui de consommateurs « tout à la fois victimes et acteurs de la surproduction et de la surconsommation », et celui de citoyen.nes alertés par les conséquences de leurs actes – changement climatique, pollution, épuisement des ressources matérielles, effondrement de la biodiversité, croissance des inégalités...